



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale LRAD - Rapport annuel 2018 de l'administrateur - Approbation

Madame Isabelle MARSALA, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12221 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle Marsala pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) Languedoc-Roussillon Agence de développement (LRAD).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2018 de la SPL LRAD est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole avec un capital de 37 000 €, détenu à 33% par Montpellier Méditerranée Métropole. A la suite à deux augmentations de capital en 2015 et 2016, le capital a été porté à 328 K€ et les participations sont désormais de 3,75% pour Montpellier Méditerranée Métropole et de 96,25% pour la Région Occitanie.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

La société a également pour objet depuis fin 2016 la réalisation d'opérations de construction d'équipements et d'édifices publics du ressort de ses actionnaires, et de leur maintenance, ainsi que d'opérations d'aménagement au sens de l'article 300-1 du Code de l'urbanisme. Elle peut également, à titre complémentaire, se voir confier l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial ou toute autre activité d'intérêt général.

Montpellier Méditerranée Métropole occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration depuis le 22 avril 2014. La société est présidée par la Région Occitanie, représentée par Monsieur Guy ESCLOPE.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la SPL LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; madame Isabelle MARSALA et Messieurs Jean-Luc COUSQUER et Cyril MEUNIER ont été élus en tant que représentants permanents de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 avril 2014. Monsieur Cyril Meunier a été remplacé par Madame Valérie BARTHAS-ORSAL le 27 septembre 2017.

Dans le cadre de la réforme territoriale et de la fusion des Régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, la Région Occitanie a engagé une réflexion sur l'organisation des Entreprises Publique Locale dont elle est actionnaire. La SPL LRAD s'est vu adjoindre des nouvelles missions dans le domaine de l'aménagement et la construction et s'est séparée de sa branche d'activité Innovation. Le constat ayant été fait de la nécessité de regrouper l'ensemble des compétences et des moyens dédiés, une démarche de fusion entre les SPL Midi-Pyrénées Construction (MPC) et LRAD a démarré et devrait être effective au 1^{er} semestre 2020.

Pour l'année 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois, le 2 mai et le 14 juin 2018. Celui-ci a pris acte des mouvements de personnel liés à l'activité 2017, a pris note de la décision de la Région Occitanie de reprendre en Régie les missions relevant de la branche Innovation et de reprendre les éléments nécessaires à la continuité des missions exercées au titre de cette branche.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2017 s'est tenue le 4 juin 2018 ; celle statuant sur les comptes 2018 s'est tenue le 24 juin 2019.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2018 s'établit à trois personnes, 2 salariés ayant accepté le transfert de leur contrat de travail à la Région Occitanie à la date du 1^{er} juillet 2018. La société est dirigée par Monsieur Aurélien JOUBERT depuis le 6 octobre 2014.

L'année 2018 a été marquée par les vingt-cinq opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires, dont sept contrats confiés au pôle ingénierie de projets par la Région Occitanie, neuf contrats confiés au pôle aménagement par la Région Occitanie, huit contrats confiés au pôle construction par la Région Occitanie et un contrat de prestations intellectuelles confié par Montpellier Méditerranée Métropole.

- L'opération confiée par Montpellier Méditerranée Métropole :

-Mission d'accompagnement à la qualité du Service Public d'Assainissement :

La mission comporte une première phase finalisée en avril 2017 par la SPL LRAD, sans prestataire au prix de 17 850 € HT, et une seconde phase débutée en décembre 2017 et terminée en octobre 2018 au prix de 34 000 € HT.

L'objet est d'accompagner la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) dans un premier temps dans l'évaluation de la gestion usager de ses DPS Assainissement et dans un second temps dans la mise en œuvre des préconisations. La mission s'est déroulée en quatre phases successives : l'animation d'ateliers de travail avec la DEA et la DRI et la présentation des résultats de la première étude aux deux délégataires, la définition des besoins en termes de suivi des interventions d'assainissement et de satisfaction des usagers, la phase de tests du prototype avec les représentants de la chaîne e-services, et l'évaluation des modifications mises en place au sein des DSP ainsi que le suivi des interventions.

- Parmi les opérations confiées par la Région Occitanie, on notera les missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :
 - Missions confiées au pôle ingénierie de projets : accompagnement à l'harmonisation des prestations de travaux et de maintenance de la DPMG pour 64 K€ HT, états des lieux et règlement en lien avec les traditions camarguaises pour 16 K€ HT, co-animation de la démarche d'ouverture collaborative, citoyenne et entreprises pour 34 K€ HT, accompagnement au projet de Hub PME pour 36 K€ HT, définition des modalités de participation de la Région aux projets d'ITE privées pour 39 K€ HT, définition des orientations stratégiques pour la Région au niveau des nouvelles mobilités pour 51 K€ HT, évaluation des besoins des usagers en information des services de mobilité et billettique pour 20 K€ HT.
 - Mission confiées au pôle aménagement : mise en valeur du site archéologique de Javols pour 25 K€ HT, réhabilitation de l'ex-plateforme Imérys à Port-La Nouvelle pour 25 K€ HT, étude préalable de faisabilité des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) ruraux routiers et ferrés et opportunité du projet, modalités d'exploitation du PEM de Baillargues, analyse de faisabilité des PEM de Pézenas, de Gignac et de Vauvert, mission d'accompagnement opérationnelle pour la valorisation du foncier régional pour 90 K€ HT, étude portant sur l'État des lieux du maillage territorial en mobilité douce et connexions avec les PEM pour 17 K€ HT.
 - Mission confiées au pôle de construction : construction du lycée neuf de Gignac pour 1,038 M€ HT, construction du lycée neuf de Sommières pour 1,038 M€ HT, restructuration de la restauration du lycée JF Champollion à Lattes pour 164 K€ HT, restructuration de l'externat, de l'administration et des locaux agents du lycée F. Mistral à Nîmes pour 245 K€ HT, construction de l'INU Champollion à Rodez pour 359 K€ HT, création de la Maison de la Région de Perpignan pour 40 K€ HT, construction de salles de classe, de la maison des lycéens et de locaux agents au lycée A. Maillol à Perpignan pour 143 K€ HT, reconstruction des ateliers de serrurerie – métallerie du lycée J. Brel à Saint Pons de Thomières pour 165 K€ HT.

Du point de vue financier en 2018, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 986 K€ (en hausse de +70% par rapport à 2018) ; le chiffre d'affaires se répartit à 96,6% pour les opérations confiées par la Région Occitanie et pour 3,4% pour les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, contre une répartition respective de 92,4% et de 7,6% en 2017.

On note ainsi un total de produits de 1 003 K€ et un total de charges de 992 K€ en 2018 (en hausse de 74% par rapport à 2017).

La société enregistre donc pour son huitième exercice social un bénéfice de + 11 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 199 K€ avec un capital social de 328 K€.

Les perspectives d'évolution en 2019 pour LRAD portent essentiellement sur la nouvelle organisation structurée autour des deux branches « Construction – Aménagement » (activité prévue en hausse de 509 K€) et « Ingénierie de Projet » (activité prévue en baisse de 47 K€) ; l'activité « Innovation » étant reprise en régie par la Région Occitanie.

La fusion entre les SPL MPC et LRAD initialement prévue en 2019 a pris du retard à la suite de la parution de l'arrêt du 14 novembre 2018, mais devrait être effective au 1^{er} semestre 2020 grâce à loi de sécurisation de l'actionnariat des EPL promulguée le 17 mai 2019 qui autorise la prise de participation des collectivités dans les SEM, SPL, SPLA et les SPLA-IN, à partir du moment où la collectivité concernée exerce au moins une des compétences figurant à l'objet social.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93990-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAPPORT DES ADMINISTRATEURS V1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.